

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

Les mesures de confinement et les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et régionales dues à la pandémie de COVID-19 se sont combinées pour provoquer une contraction de l'économie de Cabo Verde de 8,9 % en 2020. Cette situation contraste fortement avec la croissance de 5,7 % enregistrée en 2019, qui était tirée par la construction, le commerce de détail, les transports et le tourisme. Le gouvernement a adopté des mesures de relance budgétaire et monétaire et a renforcé les programmes de protection sociale et d'employabilité pour atténuer l'impact de la pandémie. Cependant, ces mesures ont été insuffisantes en raison de la gravité du choc subi par les principaux secteurs économiques. L'inflation a chuté de 0,1 point de pourcentage entre 2019 et 2020, principalement en raison de l'ancrage du taux de change à l'euro et de la baisse des coûts énergétiques. Toutefois, le manque de recettes fiscales a entraîné un creusement du déficit budgétaire, qui est passé de 1,8 % du PIB en 2019 à 10,4 % en 2020. La baisse des recettes touristiques, estimée à 69 %, a entraîné un déficit du compte courant de 15,6 % du PIB en 2020, annulant l'excédent de 0,3 % de l'année précédente. Le ratio élevé de prêts non performants par rapport au total des prêts, de 12 %, diminue la qualité des actifs du secteur bancaire et augmente les risques — ce qui joue défavorablement sur la stabilité du secteur financier. Près de 20 000 emplois ont été perdus en 2020 et le taux de chômage devrait doubler pour atteindre 19,2 % — le taux de chômage le plus élevé étant celui des jeunes (41 %). Selon les estimations, la pauvreté affectait 35,5 % de la population en 2020 contre 29,3 % en 2019.

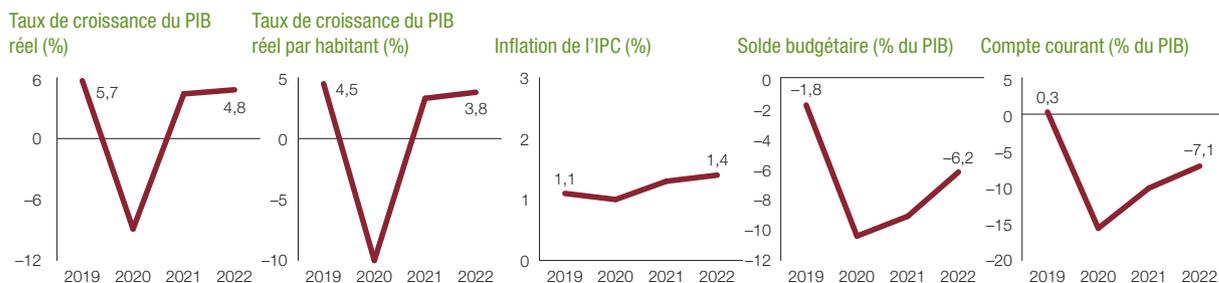
Perspectives et risques

La croissance devrait s'établir en moyenne à 4,6 % en 2021 et 2022, résultat de l'amélioration des conditions économiques et de la réduction des perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale. Celles-ci se conjugueraient pour stimuler la consommation privée et l'investissement dans les transports, le tourisme, l'énergie et l'information, la communication et la technologie. Les pertes de recettes fiscales devraient rester élevées et le déficit budgétaire, même s'il devrait se réduire, resterait élevé à 9,1 % du PIB en 2021. Une réduction du déficit à 6,2 % du PIB est prévue en 2022 à la suite de l'amélioration des recettes, à mesure que la reprise économique s'accélérera. Les principales menaces qui

présent sur ces perspectives proviennent des risques budgétaires à l'approche des élections présidentielles de mars 2021 et de la possibilité d'une nouvelle vague d'infections de la COVID-19 en Europe. L'inflation devrait s'établir à 1,3 % en 2021 et rester globalement faible à moyen terme, principalement en raison de la faiblesse des prix des carburants et de la demande globale. L'effet des restrictions imposées par la pandémie sur l'activité économique pourrait exacerber les prêts non performants, les entreprises ayant du mal à rembourser leurs emprunts. Les exportations pourraient reprendre, mais devraient rester en dessous des niveaux atteints avant la pandémie et les envois de fonds devraient rester faibles à court terme. Le déficit des comptes courants devrait se réduire, mais rester élevé, à 10,1 % du PIB en 2021, et se réduire encore à 7,1 % en 2022.

Questions et options de financement

L'augmentation des dépenses publiques d'investissement et le soutien aux entreprises publiques ont fait augmenter la dette publique de Cabo Verde. Celle-ci est estimée à 152,4 % du PIB en 2020, alors qu'elle était de 124,2 % en 2019. La dette extérieure représente 72 % et la dette intérieure, 28 % du total de l'endettement du pays. La dette publique extérieure est très concessionnelle, avec une durée moyenne de 22 ans et un taux d'intérêt moyen inférieur à 1 %. Les principaux créanciers sont les bailleurs de fonds multilatéraux (46,2 %) et bilatéraux (24,2 %), tandis que les prêts commerciaux représentent 29,6 % des emprunts publics. Bien que la dette publique soit jugée soutenable, la dette extérieure et la dette totale sont toutes deux en risque de défaut élevé. Les mesures visant à accroître la mobilisation des recettes intérieures, à rationaliser les dépenses et à limiter le soutien aux entreprises publiques devraient constituer un élément essentiel de la stratégie d'assainissement budgétaire de l'État. La priorité devrait être d'obtenir tout nouveau prêt à des conditions concessionnelles, de rechercher d'autres options de financement telles que l'échange de dette contre des projets de développement ou les échanges de dettes entre créanciers multiples, et d'explorer les possibilités de renégociation de la dette et de prêts à des conditions concessionnelles. Tout ceci pourrait être mis en œuvre tandis que les autorités cherchent à obtenir un allègement de la dette dans le cadre de l'initiative de suspension du service de la dette du G20 afin de garantir la soutenabilité de la dette publique.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.